

Les femmes ne se seraient pas fait entendre en mai-juin 1968 et c'est seulement en 1970, avec la naissance du mouvement féministe, que s'affirmerait la présence des femmes dans l'espace public. « Libération des femmes année zéro », titre la revue Partisans à l'automne 1970. C'est un des lieux communs sur Mai 68 que s'efforce de déconstruire le livre : 68, une histoire collective.

Scrutons donc les traces qu'elles ont laissées pour prendre l'exacte dimension de l'affirmation des femmes comme sujets politiques. Ces traces sont de plusieurs ordres : des écrits personnels et des photographies, des articles de journaux... et des rapports de police trouvés dans les archives.

Récits et traces photographiques de la présence des femmes en 1968 :

Les écrits de « femmes ordinaires » montrent, avant l'affirmation de la seconde vague du mouvement féministe de 1970, l'affirmation du sujet-femme et l'éclosion d'une conscience de genre (au sens de construction sociale du masculin et du féminin). Les événements marquants sont traduits dans des récits écrits à la première personne, soit des journaux intimes de grève (inédits et retrouvés dans les archives), soit des textes autobiographiques.

Le *Journal d'un groupe d'ouvrières de Montpellier* (1967-1968) est une parole féminine qui exprime des aspirations à la fois individuelles et collectives. La rédaction de ce texte s'est étendue entre septembre 1967 et septembre 1968. Le journal est écrit au départ par une seule ouvrière, OS dans une entreprise sous-traitante d'IBM du sud de la France, qui fabriquait des câbles et des soudures pour ordinateurs. Le journal devient collectif en mai 1968, en même temps que l'identité de la narratrice devient plus floue. Le manuscrit est ensuite confié au Comité d'action de la faculté de Lettres de Montpellier. Il est publié en plusieurs livraisons entre septembre et novembre 1968, dans un journal militant, *Les Cahiers de Mai*. Ces ouvrières se regroupent avant le mouvement de mai-juin pour rédiger un cahier de revendications, auquel elles participent activement : pour ces jeunes femmes, mai-juin 1968 représente l'éveil à la politique et à la liberté individuelle.

L'affirmation de l'attachement au syndicalisme comme organe central de la classe ouvrière est traditionnelle, mais l'aspiration critique à rénover le syndicat est plus originale. Comme l'est également le souci exprimé de nouer des liens avec les étudiants de la faculté proche. La volonté d'une autonomie ouvrière féminine émerge, à la fois contre l'organisation taylorisée du travail et pour changer la relation aux organisations syndicales traditionnelles, au moment où s'affir-



Berlin, février 68 : une première ligne de militantes de la JCR !

me le sujet-femme, en particulier dans le dit des émotions et des sentiments. L'ordre familial comme l'ordre patronal sont contestés dans le même temps : « Depuis quand envoie-t-on des télégrammes aux mères des ouvrières majeures ? », proteste la principale narratrice dont la mère a été convoquée pour se voir signifier le licenciement de sa fille majeure (alors plus de 21 ans).

Écrire son journal au jour le jour lui a permis de dire l'aspect insupportable de l'encadrement et du contrôle des esprits et des corps par la maîtrise de l'usine. L'écriture personnelle du journal est le point de départ pour passer ensuite à la rédaction collective d'un cahier de revendications. A partir de mai 68, le journal écrit à 14 mains est diffusé publiquement. Le propos s'éloigne alors des aspirations et des émotions personnelles et devient un discours généraliste, au ton plus militant, qui insiste sur la nécessité de l'organisation, les luttes dans le monde, le souci d'une commune humanité. Il prend fin le 10 septembre 1968. L'écriture du journal a donc construit l'autonomie du sujet et sa capacité à fédérer d'autres individualités dans un projet utopique commun de transformation du monde où s'exprimaient les aspirations à l'égalité et au décloisonnement social.

Le reflet des photos

Si l'on scrute les nombreuses photographies de mai-juin 68, en exceptant certains clichés devenus des icônes – Daniel Cohn-Bendit défiant un CRS –, on voit des filles et des femmes en nombre, sinon à la tête des manifestations réservée aux hommes des services d'ordre ou aux personnalités masculines, du moins au coude à coude avec les manifestants. Elles sont pratiquement en nombre égal avec les garçons et ce qui transparaît, c'est l'évidente affirmation de l'égalité dans la rue. Dans ces manifestations, on les voit plus en pantalon qu'en minijupe, ces deux types de vêtements représentant une véritable révolution dans le style d'habillement des filles et des femmes (il faut rappeler que les pantalons étaient interdits dans les lycées pour les élèves comme pour les professeurs).

On voit aussi les femmes sur le devant de la scène, et en particulier sur les photographies des piquets de grèves et des occupations quand elles sont majoritaires dans certaines entreprises ou certains secteurs considérés comme « féminins » (assistances



sociales, infirmières, employées de maison ou des chèques postaux, vendeuses des grands magasins). Là, on est surpris par la résistance des jeunes employées qui refusent de travailler sous la protection de la police et donc de rentrer.

Du côté des enseignantes...

La situation de certaines Ecoles normales de filles est paradoxale, à la fois établissement d'enseignement dans les classes du secondaire et lieu de formation au métier d'institutrice. La directrice de l'Ecole normale d'institutrices d'Orléans met au pain sec, le 22 mai 68, les pensionnaires qui voulaient faire grève et empêche les professeurs d'entrer dans l'établissement ; les élèves, qui avaient confectionné et accroché aux grilles une banderole « non à l'école-prison » (publiée dans la presse locale le lendemain) restent enfermées pendant trois heures. Finalement, alerté par les enseignants, le recteur fait fermer l'EN, renvoie les élèves dans leurs familles et ordonne une enquête administrative. Cet exemple extrême est l'indice de la persistance de méthodes pédagogiques autoritaires d'encadrement.

La grève des enseignants à partir du 20 mai (et jusqu'au 11 juin) transforme la situation dans les lycées : certains bâtiments ont été occupés dès le 13 mai, et des réunions se tiennent en commun avec les lycéens et les lycéennes ; dans d'autres cas, les cours sont transformés en forum de discussion. Au lycée Simone Weil, lycée de jeunes filles de Saint-Étienne, élèves et professeurs grévistes

rédigent un « Cahier de doléances » (retrouvé dans les dossiers du rectorat de Lyon), charte de transformation totale de l'enseignement secondaire : allègement des programmes, participation aux conseils de classe et au conseil intérieur, discussions sur l'actualité, travail en équipe et autodiscipline, suppression de la notation, appréciations non chiffrées, suppression des prix (encouragements et félicitations), enfin éducation sexuelle et revalorisation du corps « pour supprimer les tabous » et établissement de la mixité « pour que les relations garçons et filles soient normales ». Véritable programme commun d'un lycée idéal pour les auteurs, c'est une parmi les réflexions les plus abouties du mouvement lycéen. La présence de Huguette Bourchardeau, jeune professeure de philosophie dans le lycée et responsable du PSU localement, n'est sans doute pas étrangère à ces orientations.

... et des ouvrières grévistes

La spécificité de l'intervention des femmes dans les grèves a été peu étudiée en tant que telle. Elles apparaissent soit comme grévistes, soit comme femmes de grévistes associées épisodiquement aux manifestations avec les mineurs de Lens ou organisant le ravitaillement dans les quartiers nantais avec les instituteurs et institutrices. Devant Peugeot-Sochaux, lors des affrontements avec les forces de l'ordre le 11 juin, « des ouvrières de vingt ans et des mères

de famille ravitaillent les grévistes en vivres et en projectiles », raconte *Le Monde* du 28 juin sous le titre : « Du quartier latin à Sochaux, les jeunes filles aussi ».

Elles assument aussi les soucis du quotidien de la grève : à Peugeot-Sochaux, certains foyers, vu la longueur du conflit, manquent d'argent pour acheter de quoi manger et les femmes vont en groupe dans le supermarché voisin prendre de quoi nourrir leurs enfants. Cet aspect est souvent passé sous silence, de même que les revendications spécifiques des travailleuses. Dans plusieurs entreprises l'égalité des salaires masculins et féminins est revendiquée. Le témoignage qui suit montre la rupture encore plus grande dans le quotidien et l'ordre des choses que représente une occupation dans une usine de femmes – la CSF dans l'Isère – et aussi les capacités d'initiative dans ces moments extra-ordinaires : « Ce qu'il y a, c'est que la nuit... bon, on était une usine de femmes, il y en a qui n'acceptaient pas que leur femmes restent, alors il y avait des gars de Grenoble qui venaient nous aider le soir, on avait mis tous les tuyaux d'incendie vers le portail et on s'est dit : si on est attaquées, au moins ça c'est efficace ! Et ça fait pas mal » (propos recueillis par M Bron).

68, une histoire collective

Ce parcours rapide (et bien sûr incomplet) de la présence des filles et des femmes dans l'espace public en mai-juin 1968, dessine ce qu'est le livre de 850 pages, *68, une histoire collective* (1962-1981) publié aux éditions La Découverte. Nous avons, Philippe Artières et moi-même, décliné « histoire collective » à la fois dans son écriture (il y a 65 auteurs) et dans son objet : nous avons voulu faire une histoire qui ne soit pas uniquement centrée sur les étudiants du Quartier latin et qui prenne en compte l'éclat de l'événement mai-juin 1968 dans la France entière, tout en étant attentifs aux événements du monde dans la rubrique « ailleurs » qui montre que 68 n'a pas été seulement une histoire française. L'élargissement de l'arc chronologique de 1962 (fin de l'empire colonial et début de la diffusion – illégale – de la contraception) à 1981 (alternance politique et délégation au politique de la volonté de « changer la vie ») permet de resituer à la fois l'épicentre de mai-juin 1968 dans une période plus longue qui explique les utopies – « Imaginer l'école d'une société libre », écrit Christian Laval dans la rubrique « Traverses » –, les aspirations à l'égalité et les mutations, sans nier le choc de l'événement. Les objets (comme la mini-jupe ou la pilule), les portraits (d'anonymes qui ont provoqué un éclat), les lieux (Lip comme le Larzac, ou l'université de Vincennes), les films emblématiques de la période (*La Chinoise* et *L'An O1*)... dessinent des paysages et une histoire polyphoniques qui permettent de se remémorer l'intensité des débats politiques, la mise en cause des hiérarchies, la diversité des aspirations et des luttes. ■

MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL
UNIVERSITÉ DE LYON, CO-DIRECTRICE DE
CLIO, HISTOIRE, FEMMES ET SOCIÉTÉS.



Mai 68

PHOTO : D. R.